

## Eurorégion Alpes Méditerranée Clôture de la Présidence Rhône-Alpes

17 juin 2009, Bureau commun Eurorégion Alpes Méditerranée, Bruxelles

### Compte-rendu

## Conférence : LES EURORÉGIONS FACE À LA CRISE ÉCONOMIQUE

9h - 12h30

Session 1 : La plus value stratégique et institutionnelle des Eurorégions : témoignages politiques et point de vue de la Commission Européenne

**M. Bernard SOULAGE**, Vice-président de la Région Rhône-Alpes, introduit la conférence sur le rôle des Eurorégions dans la gestion de la crise économique.

Selon lui, les Eurorégions sont des lieux où doivent se poser les germes d'une action novatrice. Trois grands domaines d'intervention sont identifiés :

- Enseignements et Recherche (ex. encourager le travail avec les clusters)
- Formation et Mobilité (notamment formation tout au long de la vie)
- Communication et Développement des infrastructures.

**M. Michel DELEBARRE**, 1<sup>er</sup> Vice-président du Comité des Régions et Président du GECT Flandre - Dunkerque - Côte d'Opale / West - Vlaanderen, encourage à la construction et à l'accélération de Groupements Européens de Coopération Territoriale (GECT) et donc à la transcription juridique dans la législation nationale. Selon lui, il faut militer pour la modulation des fonds européens afin qu'ils soient plus adaptés aux besoins des GECT. Pour cela, les Eurorégions doivent avoir un écho au Comité des Régions, et au Parlement Européen.

Les Eurorégions devraient se mobiliser auprès du Parlement Européen en faveur de l'assouplissement des règlements de mise en œuvre des fonds structurels. Les textes fondateurs des GECT seront modifiés en 2011, il faut donc se préparer au suivi et à la contribution possible du GECT notamment pour le rendre plus opérationnel. Il faudra éviter qu'un GECT devienne un « fourre tout » et travailler davantage sur l'autorégulation, sur les choix de projets entre Régions et faire preuve de plus de rigueur financière compte tenu des projets à finalité économique.

Exemples d'actions dans le cadre du GECT Flandre – Dunkerque - Côte d'Opale / West - Vlaanderen :

- Action avec les services publics de l'emploi des Régions concernées, soutien à l'apprentissage des langues pour un meilleur accès au marché du travail voisin ;
- Promotion des ports de plaisance de la Côte d'Opale ;
- Création d'un atlas transfrontalier (sites industriels) pour faciliter l'installation et l'investissement des entreprises.

➤ **L'Eurorégion Alpes Méditerranée (France/Italie)**

**Mme Mercedes BRESSO**, Présidente de la Région Piémont, a réaffirmé la nécessité de renforcer les capacités compétitives (dans les domaines de la recherche, de la formation, de la mobilité, des infrastructures et des TIC) pour relancer l'économie, donner d'avantage de pouvoir économique et accélérer les réformes de décentralisation. Structure des politiques menées dans le contexte de crise de la Région Piémont :

- Accélération du paiement des dépenses publiques (santé) ;
- Création de sociétés régionales pour accélérer les travaux publics et encourager les prêts ;
- Dépasser le pacte de stabilité et débloquer de l'argent pour les communes.

Les objectifs sont d'augmenter les liquidités dans le système économique ainsi que dans les différents espaces (provinces) et secteurs (« plan habitation », urbanisme, programme Energie « Unissons les énergies » pour la promotion des énergies renouvelables, tourisme).

- Renforcer le système des crédits (recapitalisation des consortiums bancaire pour les PME) ;
- Soutien spécifique au PME.

La promotion des énergies renouvelables et la coopération avec des clusters sont les deux priorités pour sortir de la crise. Il faut se focaliser sur les activités de recherche et d'innovation.

**M. Michel VAUZELLE**, Président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, a réaffirmé le rôle essentiel de la coopération transfrontalière et interrégionale pour le maintien de la paix et la lutte contre la pauvreté. Face à la mondialisation financière, il s'est interrogé sur le maintien d'un espace politique et sur la souveraineté populaire. Il a souhaité la création d'une organisation mondiale des Régions au même titre que les Cités Unies du Monde ou encore les Nations Unies. Selon lui, l'Eurorégion Alpes Méditerranée doit être plus visible pour les citoyens. Enfin, l'Europe doit renforcer son arc « Sud » pour être plus forte et apporter des solutions humaines et éthiques à la pauvreté du littoral méditerranéen.

Selon **M. Giuseppe PITTALUGA**, Assesseur de la Région Ligurie, l'Europe, contrairement aux Etats-Unis, a répondu de façon désordonnée à la crise. La mondialisation doit permettre de renforcer les interdépendances entre pays et non le protectionnisme. Les interdépendances commerciales et la démocratie sont porteuses de paix.

Après une rapide présentation de la région de la Ligurie, M. Pittaluga a expliqué que ce qui aurait pu paraître comme les faiblesses de la région (taux élevé de personne âgés, faible taux d'exportation, taux d'emplois dans les services élevés) sont des avantages dans le contexte de crise. La Région a établi quelques politiques de relance :

- Soutien aux revenus des familles (diminution des impôts) ;
- Soutien aux entreprises (accélération des délais de paiements, augmentation des fonds garantis pour les PME) ;
- Soutien aux groupes vulnérables (handicapés, personnes âgés).

M. Pittaluga souhaite mobiliser davantage les Régions italiennes et françaises dans la mise en place de réponses concrètes face à la crise.

➤ **Eurorégion Pyrénées Méditerranée (Espagne/France)**

**Mme Anna TERRON**, Déléguée du gouvernement de la Catalogne auprès de l'UE et Secrétaire du Gouvernement catalan pour l'UE, a expliqué que sa région souffre d'une profonde crise de l'emploi dans le secteur du bâtiment qui parès avoir connu une période de forte expansion, est aujourd'hui dans une situation plus délicate. Ceci est à lier avec des problèmes de chômage importants et de gestion de l'immigration, qui après avoir été encouragée pour satisfaire les besoins de main d'œuvre du secteur devient aujourd'hui un sujet sensible. Les principales aides de la Région concernent :

- La lutte contre l'exclusion sociale ;

- Les aides pour le développement économique, dans le domaine des communications à grande vitesse (Aéroport de Barcelone) ;
- Investissements dans le cadre de la « loi sur les quartiers » (formations, santé, urbanisme) ;
- Soutien à l'industrie automobile (Seat) ;
- Création d'un hôpital grâce au GECT entre la Catalogne et les Pyrénées françaises.

Mme Terrón a demandé le soutien de la Commission européenne vis-à-vis des Régions et des Villes et le renforcement d'accords transnationaux. Enfin, Mme Terrón a suggéré que les deux Eurorégions Alpes Méditerranée et Pyrénées Méditerranée travaillent de concert et coordonnent leurs politiques pour appuyer une gestion intégrée de l'arc méditerranéen afin de devenir une masse critique pour le développement d'axes de transports et d'énergie (politique de désenclavement et interconnexion énergétique). Les Régions de l'autre côté de la Méditerranée, hors UE, doivent être impliquées.

#### ➤ La Commission européenne

Pour **M. Kypros KYPRIANOU**, membre de la DG Politique régionale à l'unité coopération territoriale, il faut intensifier le niveau interrégional comme facteur de stabilité et de stratégie de développement dans le long terme. Le transfert de connaissance entre Régions est une priorité à appuyer.

Session 2 : Débat sur l'avenir des Eurorégions : témoignages du monde économique et d'autres Eurorégions.

---

#### ➤ Coopération entre les Chambres de Commerce de l'Eurorégion Alpes Méditerranée

**M. Ferruccio DARDANELLO**, Président de l'Union des Chambres de Commerce Italiennes et de la Chambre de Commerce du Piémont rappelle le grand intérêt du monde des entreprises pour l'Eurorégion Alpes Méditerranée et l'espace économique transfrontalier qu'elle offre,<sup>1</sup> symbolisé par l'installation de ses cinq Chambres régionales de Commerce au 62 rue du Trône depuis le 27 avril 2009. Il réaffirme la volonté du monde économique d'être un partenaire actif afin de monter des projets communs en mobilisant valeurs et ressources au service des objectifs de développement, de lutte contre la crise et de création d'emplois, de l'Eurorégion et de ses 17 millions d'habitants.

#### ➤ L'Eurorégion Danube-Drava-Sava (Bosnie/Croatie/Hongrie)

**M. Zsolt PALMAI**, Chef du département des relations internationales de l'Agence de développement de la Transdanubie du Sud<sup>2</sup> : La Transdanubie est partie contractante avec la Région Rhône-Alpes depuis 2001 au travers de projets de formation, innovation, tourisme et transfert d'expériences. M. Palmi s'est demandé comment la région de la Transdanubie pourrait collaborer au développement d'une Eurorégion étant donné que les structures territoriales locales sont différentes entre les pays. Actuellement en train de développer le corridor 5C, l'objectif serait de devenir un GECT mais cela nécessite deux Etats membres de l'UE, ce qui n'est pas encore d'actualité pour la Bosnie et la Croatie. Les coopérations transrégionales et frontalières hors de l'UE sur l'arc Est sont actives au travers du Network NEEBOR<sup>3</sup> qui travaille pour le développement des PME.

---

<sup>1</sup> Voir la présentation « Réunir nos valeurs, nos ressources, nos objectifs »

<sup>2</sup> Voir la présentation powerpoint

<sup>3</sup> <http://www.neebor.eu/>

➤ **L'Eurorégion Tatra (Pologne/Slovaquie)**

**Mme Joanna WORON-KOWALEWSKA**, Chef du service de Représentation de la Voïvodie de Malopolska à Bruxelles<sup>4</sup> : La Pologne est elle aussi touchée par la crise avec un taux de croissance économique de 0.5%. La crise économique se situe plus particulièrement dans les secteurs productifs d'exportation (textile, sidérurgie, etc.).

La Voïvodie travaille à la création de points d'information spécifiques pour les citoyens et à la mise en place d'aides techniques pour le montage de projets d'entrepreneuriat et d'investissement.

➤ **L'Eurorégion Meuse-Rhin (Allemagne/Belgique/Pays-Bas)**

**M. Hans NIESSEN**, directeur de l'Eurorégion, a présenté différents accords bilatéraux et trilatéraux qui ont été conclus au sein de l'Eurorégion Meuse-Rhin, principalement dans le domaine du travail. Un document de « prospective » a été adopté pour planifier la coopération universitaire, ainsi que d'autres coopérations dans le domaine de la santé, du tourisme, de la sécurité et du marché du travail. L'objectif est actuellement de faciliter la tâche des réseaux transfrontaliers. M. Niessen a appelé de ses vœux l'installation de cellules administratives permettant d'atteindre les objectifs du GECT.

➤ **L'Eurorégion Tirol-Südtirol/Alto Adige-Trentino (Autriche/Italie)**

**Vittorino RODARO**, Directeur : Cette Eurorégion n'a pas encore le statut juridique de GECT. Il s'agit d'une collaboration entre 3 territoires de montagnes dont l'administration est extrêmement fragmentée (618 communes). La collaboration œuvre principalement autour de la protection de l'environnement, le soutien à l'agriculture de montagne, le tourisme, et le développement durable. Il n'existe pas encore de mesures anti-crise communes, chaque Région ayant sa propre politique.

\* \* \*

**M. Bernard Soulage** a repris quelques points centraux pour conclure cette séance :

- Les collectivités locales représentent le niveau adéquat pour apporter des solutions face à la crise, même si les budgets alloués demeurent trop modestes en France, par rapport à leurs homologues en Europe (Allemagne, Italie, Espagne...).
- Le GECT est un outil à valoriser.
- Il est nécessaire d'assouplir le règlement et les procédures pour accéder aux fonds européens étant donné que les mesures de soutien économique peuvent se faire plus rapidement grâce au canal régional.
- La coopération transfrontalière est le premier pas de la reconnaissance et de l'apprentissage de la différence, les Eurorégions doivent se tourner davantage vers le Sud.
- Il s'agit pour les Eurorégions d'œuvrer en faveur de la prospérité économique, sociale et culturelle au niveau d'un espace transfrontalier.

---

<sup>4</sup> Voir la présentation powerpoint

**CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS DE L'EUROREGION ALPES MÉDITERRANÉE****12h30 / 15h**

Réunies le 17 juin 2009 à Bruxelles à l'occasion de la clôture de la Présidence Rhône-Alpes de l'Eurorégion Alpes Méditerranée, les cinq Régions partenaires ont dressé un bilan de la présidence rhônalpine et adopté une stratégie commune pour l'Eurorégion comprenant quatre axes stratégiques :

- lutte contre le changement climatique ;
- innovation et transition productive ;
- cohésion territoriale, économique et sociale ;
- identité de l'Eurorégion et relation aux citoyens.

La Région Piémont, qui préside l'Eurorégion Alpes Méditerranée à partir de juillet 2009, organisera avant la fin de l'année la signature des statuts et de la convention du GECT à l'occasion d'une rencontre de jeunes de l'Eurorégion.

